

**Union européenne - Politique
économique et financière -
Glyphosate - Brexit - Espagne -
Entretien de Mme Nathalie Loiseau,
ministre chargée des affaires
européennes, avec «France 3»
(Paris, 03 décembre 2017)**

Q - Bonjour, merci d'être avec nous pour Dimanche en politique. On peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant «l'Europe, l'Europe, l'Europe», mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien. Charles de Gaulle 1965 et il faut dire que ces derniers temps, les faits lui ont plutôt donné raison. Cette semaine par exemple sur la question de l'interdiction du Glyphosate, les pays européens n'ont pas réussi à se mettre tous d'accord. Une Europe qui prépare la sortie du Royaume-Uni en 2019. L'Europe, Emmanuel Macron y croit lui, mais il est bien obligé de composer. Et Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, est notre invitée ce midi. Bonjour.

R - Bonjour.

Q - Merci. Je vous voyais tiquer un petit peu quand je parlais de l'Europe qui est divisée, mais on va en reparler tout à l'heure.

R - Oui, on va en parler.

Q - Barack Obama hier à Paris, c'était un drôle de moment parce qu'il a été reçu avec les honneurs dans la cours de l'Élysée, mais il n'y a aucune photo officielle en compagnie d'Emmanuel Macron pour des raisons diplomatiques, pour ne pas froisser Donald Trump. Est-ce que ce n'est pas quand même une drôle de solution qui laisse une drôle d'impression ?

R - C'est un drôle de commentaire d'un communicant. S'il y avait eu trop de photos, vous auriez protesté qu'il y avait trop de photos et que c'était de la com. Ce sont deux personnes qui avaient beaucoup de choses à se dire, qui se sont parlé, qui se connaissent depuis la campagne d'Emmanuel Macron...

Q - Mais rien n'a filtré !

R - Rien n'a filtré.

Q - On ne sait pas de quoi ils se sont parlés, on aurait pu savoir, pourquoi pas ! Ils ont parlé de

l'Europe, vous croyez ?

R - Ils ont certainement parlé du changement climatique, de l'Accord de Paris, ils ont certainement parlé des grands enjeux internationaux du moment. Et on peut leur laisser cette intimité-là, cela n'est pas choquant. Barack Obama n'est plus un dirigeant.

(...)

Q - Alors on va parler de l'image de la semaine maintenant, c'est presque un objet non identifié qui est pourtant symbolisé, c'est le Bitcoin. C'est une monnaie virtuelle sur Internet dont la valeur a été multipliée par 10 en quelques mois. Moi là je m'adresse à vous, ministre des affaires européennes, est-ce que c'est un risque pour la stabilité économique, pour la transparence, voire même pour l'euro ?

R - Ce n'est pas forcément à un ministre de le dire, mais ce que je regarde c'est ce que dit l'Autorité bancaire européenne, c'est ce que dit la Banque de France, c'est ce que dit la BCE : attention ! Prudence, prudence, prudence...

Q - ...Ou attention au danger ?

R - Prudence pour les utilisateurs parce qu'on voit qu'il y a une énorme volatilité du cours de ce type de monnaie. Il n'y a aucune garantie pour ceux qui en sont les détenteurs, ils ne peuvent se retourner vers personne, il n'y a aucune régulation, donc prudence.

Q - Et au niveau européen, vous vous inquiétez de cela particulièrement, par rapport à l'euro notamment...

R - Au niveau mondial. Non, ce n'est pas une menace vis-à-vis de l'euro, mais c'est extrêmement risqué pour ceux qui pensent que c'est la poule aux oeufs d'or.

Q - Des spécialistes à propos de crise financière éventuelle disent qu'on va vers une nouvelle crise financière comme celle de 2008. Est-ce que c'est un scénario envisageable, est-ce que vous travaillez là-dessus vous ?

R - Vous savez, vous pouvez toujours être Cassandre. En ce moment, on est dans une période de croissance et vous passez toujours pour quelqu'un d'intelligent quand vous dites : attention, il y aura une crise un jour. Il y aura forcément de nouvelles crises, la zone euro en a connues. Ce à quoi nous travaillons actuellement à un moment où tout va mieux, où tous les États membres de la zone euro ont renoué avec la croissance, c'est tirer les leçons de ce qui s'est passé pendant la crise, faire en sorte d'aboutir vers davantage de régulations. L'Union bancaire est presque achevée mais il faut qu'on y arrive, l'Union des marchés de capitaux aussi. Et puis la France pousse en faveur d'un budget de la zone euro, à la fois pour rattraper l'investissement, on n'a pas rattrapé le niveau d'investissement de 2008, donc il y a un déficit

partout en Europe...

Q - Donc on paie encore la crise financière de 2008 quelque part.

R - Il y a un déficit partout en Europe, y compris en Allemagne, le pays le plus prospère. Il y a un déficit d'investissements publics. Et puis avoir de quoi venir en aide à un pays dès lors qu'il commencerait à entrer dans une crise, sans attendre qu'elle soit contagieuse pour les autres.

Q - Oui. Alors vous disiez «tout a été tiré comme leçon», il y a quand même une autre leçon peut-être à tirer. C'est celle concernant les paradis fiscaux, puisque l'Union européenne va publier sa liste des paradis fiscaux, des pays qui risqueraient des sanctions parce qu'ils permettent l'évasion fiscale ou l'optimisation fiscale avec des dispositifs qu'on connaît. Sauf que quand l'on regarde bien, en Europe il y en a des paradis fiscaux : l'Irlande, le Luxembourg, la Belgique, Malte ou les Pays-Bas à plus ou moins grands degrés, sauf qu'on sait déjà qu'ils ne seront pas sur la liste. Alors est-ce que ce ne sera pas une nouvelle liste pour rien ?

R - Cela ne sera pas du tout une nouvelle liste pour rien, c'est pour cela d'ailleurs qu'il a fallu du temps pour la préparer. Il y a eu beaucoup de dialogues avec beaucoup de pays en leur disant : écoutez attention, on songe à vous pointer du doigt, voyez tout ce que vous pouvez faire pour gagner en crédibilité, gagner en sérieux...

Q - Et il y a des pays qui ont déjà fait marche arrière ?

R - Il y a des pays qui ont fait beaucoup...

Q - Lesquels ?

R - Cela, je ne peux pas le dire parce que précisément ils ne seront pas sur la liste. Mais il y a beaucoup de choses qui se sont passées...

Q - Ils sont déjà blanchis donc !

R - Et c'est déjà une très bonne chose. C'est-à-dire qu'il y ait ce dialogue, qu'il y ait cette prise de conscience, qu'il y ait cette inquiétude aussi de se retrouver pointé du doigt...

Q - Et est-ce que ce n'est pas gênant quand même que la Belgique, Malte, le Luxembourg, les Pays-Bas soient presque des paradis fiscaux ! C'est peut-être un peu violent...

R - Ce ne sont pas des paradis fiscaux, il ne faut pas tout mettre dans le même sac. Mais il y a un vrai sujet et là où vous avez raison, c'est l'absence de convergence fiscale au sein de l'Europe. Alors nous étions pendant longtemps assez mal placés pour en parler...

Q - Quand vous dites absence de convergence fiscale, cela veut dire en clair que ces pays-là ont des dispositifs qui permettent - à ceux qui ont de l'argent - de les placer et d'être plus en sécurité dans ces pays-là qu'en France !

R - Non, ils ont par exemple des taux d'impôt sur les sociétés beaucoup plus bas qu'en France. Alors nous, nous étions champions pour avoir des taux d'imposition très élevés. Aujourd'hui pendant le quinquennat, le taux d'impôt sur les sociétés va baisser. Nous, ce que nous demandons à nos partenaires, c'est de bien réfléchir. Un modèle qui repose sur l'optimisation fiscale est un modèle fragile ; et puis se faire concurrence à l'intérieur de l'Europe c'est affaiblir globalement chacun des acteurs et l'Europe toute entière face aux grands acteurs mondiaux.

Q - Mais pourquoi si l'Irlande, le Luxembourg, la Belgique, Malte étaient sur la liste des paradis fiscaux, cela serait peut-être un avertissement, ce serait peut-être... cela irait peut-être plus vite !

R - Mais là encore ce n'est pas la même chose, paradis fiscal c'est quand vous aidez à l'évasion fiscale. L'optimisation fiscale c'est tout simplement votre taux d'imposition qui est plus attractif que dans votre pays.

Q - C'est souvent les mêmes clients par ailleurs, mais ça c'est autre chose.

R - Pas tout à fait.

Q - Emmanuel Macron a passé une partie de sa semaine en Afrique, un déplacement remarqué avec des scènes qu'on n'a pas l'habitude de voir dans les voyages présidentiels. Le dossier du glyphosate qui divise l'Europe, la France se retrouve dans une position d'équilibriste. Quelle semaine.

Q - Nathalie Loiseau, les 27 de l'Union européenne ne se sont pas mis d'accord sur le glyphosate, donc il y a une décision qui a été prise malgré tout à la majorité. Et c'est l'Allemagne qui a fait pencher la balance pour une nouvelle autorisation pour 5 ans. Est-ce que vous regrettez ce choix de l'Allemagne ?

R - Oui, bien sûr, c'est une déception, c'est un regret. Je le regrette d'autant plus qu'on a su par la suite qu'il y avait des dissensions à l'intérieur du gouvernement allemand et que la décision s'est prise en cette période un peu particulière de transition politique allemande. Oui c'est un regret. Alors là où on a avancé, car quand on a commencé la discussion il s'agissait de renouveler l'autorisation pour 10 ans, nous avons dit : c'est hors de question, on doit travailler à la sortie du glyphosate, 5 ans c'est encore trop. Ceci étant, 5 ans c'est un maximum, chaque pays peut décider de son côté de se préparer à la sortie, c'est ce que nous faisons.

Q - Alors c'est ce qu'a dit Emmanuel Macron.

R - Oui.

Q - S'il y a des produits de substitution d'ici 3 ans, on sortira du glyphosate d'ici 3 ans. C'est la position officielle ou pas, parce qu'Edouard Philippe a semblé dire que ce n'était pas jouable en 3 ans, c'était plutôt 5 ans et il se référait à la décision européenne. Alors qui a raison dans l'histoire ?

R - Non, ce n'est pas ce qu'a dit Edouard Philippe. On va mettre tous les moyens, ce n'est pas simplement on attend et on voit ce qui se passe dans 3 ans. On va mettre tous les moyens dans la recherche, en innovation, en analyse des solutions qui existent déjà parce qu'il en existe déjà des alternatives au glyphosate...

Q - Mais qui ne sont pas brevetés, qui ne sont pas autorisés.

R - Non mais c'est à nous tous les acteurs ensemble - les instituts de recherche, le gouvernement, les partenaires, les agriculteurs, les autres utilisateurs du glyphosate - de travailler pour nous sortir d'un produit sur lequel il y a trop d'incertitudes s'agissant des risques de cette substance.

Q - Mais alors ce sera 3 ans ou 5 ans ?

R - On fait tout pour que ce soit 3 ans, c'est notre responsabilité d'y arriver.

Q - Alors maintenant je vais vous poser une question à l'envers, est-ce qu'il n'y a pas une incohérence à dire, comme le dit Emmanuel Macron : l'Europe c'est important, on doit faire des politiques européennes communes. Et puis quand cela ne nous convient pas, on fait notre règlement à nous, le glyphosate ce sera 3 ans.

R - Non parce que sur les questions de santé et sur les questions d'environnement, l'Europe offre heureusement un minimum. Et, chaque pays peut aller plus loin s'il le souhaite, s'il s'en donne les moyens. Ce n'est heureusement pas une obligation de se caler sur la limite qui a été fixée par l'Union européenne.

Q - L'Europe qui attend la France au tournant dans le domaine des finances cette fois, puisqu'Eurostat - c'est un organisme - doit dire s'il inclut l'annulation de la taxe sur les dividendes sur les entreprises, l'État doit rembourser 10 milliards d'euros, si ces 10 milliards d'euros seront mis dans le budget 2017 ou étalé sur 2017 et 2018. Si tout est mis sur 2017, alors on va dépasser les 3% de déficit. Emmanuel Macron s'est engagé à respecter cette règle des 3%, ce serait un coup dur pour Emmanuel Macron et la France ?

R - Il n'y a aucune raison que tout soit mis sur 2017, tout simplement parce que...

Q - Et si c'est le cas ?

R - Je vous explique. Ce remboursement est dû aux entreprises qui vont nous le demander et qui vont commencer à nous le demander maintenant, nous sommes en décembre 2017. Cela veut dire que l'engagement juridique qui va se traduire par des dépenses va commencer maintenant. Évidemment, il va s'étaler sur 2018...

Q - Tout ne sera pas payé en 2017, c'est ce que vous...

R - Bien évidemment, donc très logiquement il n'y a aucune raison de faire peser les 10 milliards d'euros sur 2017, c'est ce que nous avons expliqué, nous attendons la réponse d'Eurostat.

Q - Et si Eurostat dit le contraire ?

R - Nous serons en désaccord avec eux...

Q - Mais qu'est-ce qui peut se passer, c'est quoi le recours, il n'y en a pas !

R - Ce qu'il faut constater, c'est que pour la première fois depuis des années - et en dépit des alertes de la Cour des comptes qui nous avait dit : si vous faites des efforts extrêmement ambitieux, vous serez peut-être à 3,1 - 3,2% de déficit - on va être en dessous de 3%. Cela montre une vraie détermination et le sérieux de la France par rapport à ses finances publiques, il était temps.

Q - Des petites questions rapides mais vous allez voir, c'est très simple. Cette semaine, les députés ont voté une résolution pour la reconnaissance et la promotion du drapeau européen...

R - Oui.

Q - Et vous savez que certains - notamment du côté de la France insoumise - y voient un symbole religieux, et vous ?

R - Alors c'était d'abord le drapeau du Conseil de l'Europe et le drapeau aussi de la Convention européenne des droits de l'Homme. C'est un symbole des valeurs fondamentales de l'Union européenne. Se demander si le bleu et si les étoiles cela vous fait penser à autre chose - je sais que des députés adorent le drapeau des Nations unies, cela tombe bien, moi aussi. Les deux rameaux d'olivier bibliques qui sont sur le drapeau des Nations unies ne le gênent pas, moi non plus, ce sont devenus des symboles universels de paix, tant mieux. Il ne faut pas...

Q - À tel point d'ailleurs que ce député propose que le drapeau des Nations unies soit aussi à l'Assemblée nationale, vous seriez favorable à cela ?

R - Et donc un drapeau biblique ne lui déplaît pas...

Q - ...Vous seriez favorable à ce que le drapeau des Nations unies soit...

R - Écoutez ! C'est le Parlement qui en décide.

Q - Mais vous, qu'est-ce que vous en pensez, ce ne serait pas ridicule ?

R - Et je signale que le seul pays en Europe où le Parlement a retiré le drapeau européen, c'est la Hongrie de Viktor Orban. Prenons un peu de temps et raisonnons avant d'avoir ce genre d'effets de manche qui ne vont pas dans le bon sens.

Q - À l'inverse, il y en a d'autres qui voudraient que les racines chrétienne de l'Europe soient officiellement reconnues dans la Constitution, vous y seriez favorable vous ?

R - Ce débat a déjà eu lieu, l'Europe a des racines judéo-chrétiennes, des racines des lumières, c'est un espace où on a le droit de croire ou de ne pas croire...

Q - Donc les racines chrétiennes de la Constitution, cela n'a pas de sens pour vous ?

R - Mais cela ne fait pas forcément avancer les choses. Cela a un sens historique, c'est vrai, mais ce n'est pas exclusif et c'est entré dans des débats identitaires qui nous enferment, alors que l'Europe c'est un espace d'ouverture.

Q - Une dernière question : régulièrement revient aussi la question du maintien du siège du Parlement européen à Strasbourg, il y en a qui voudraient regrouper tout à Bruxelles pour faire des économies. Quelle est la position de la France ?

R - La France défend la présence du siège du Parlement européen à Strasbourg...

Q - Parce qu'Emmanuel Macron là-dessus, on ne l'a pas trop entendu.

R - On l'a entendu et mon premier déplacement en tant que ministre chargée des affaires européennes a été pour inaugurer un nouveau bâtiment à Strasbourg pour le Parlement européen. On dit trop souvent que l'Europe se réduit à une bulle à Bruxelles. Il faut que l'Europe soit proche des territoires, il y a des agences, il y a des institutions à Luxembourg,

bientôt à Paris avec l'Autorité bancaire européenne...

Q - Mais Strasbourg doit rester...

R - Et Strasbourg doit rester le siège de la démocratie européenne...

Q - Donc du Parlement.

R - C'est aussi le symbole de la...

Q - Donc du Parlement, c'est ça ?

R - Bien sûr, c'est le symbole de la réconciliation franco-allemande. Souvenez-vous que les obsèques de Helmut Kohl se sont passés dans l'Hémicycle du Parlement européen de Strasbourg, ça avait du sens, on n'aurait pas imaginé de les faire ailleurs.

Q - Nous accueillons maintenant David Revault d'Allonnes qui est éditorialiste au Journal du Dimanche et qui est avec nous ce midi. Éditorialiste politique David, bonjour et merci d'être avec nous.

Q - Bonjour Francis, bonjour Nathalie Loiseau.

R - Bonjour.

Q - Alors parlons du Brexit pour commencer. L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair estime qu'il est encore possible d'arrêter le Brexit. Est-ce que vous partagez cette opinion ?

R - Alors ça, c'est véritablement britannique de le dire. Le Brexit, c'est une décision que nous regrettons mais que nous respectons, parce que c'est une décision souveraine du peuple britannique.

Q - Mais on ne peut revenir en arrière, c'est ce qu'il dit, oui ou non ?

R - Cela voudrait dire qu'il faudrait que les gouvernants britanniques prennent la décision d'interroger à nouveau le peuple britannique sur le fait de rester ou sortir de l'Union européenne...

Q - Vous n'y croyez pas donc !

R - Pour le moment, personne ne le propose.

Q - D'accord. Alors il y a une grande question qui est celle de la facture évidemment que devra payer le Royaume-Uni à l'Union européenne dans le cadre de ce Brexit, autour de 50 milliards d'euros. Un accord est attendu pour demain, est-ce que vous êtes optimiste sur cet accord ?

R - Je suis attentiste et vigilante parce que cela n'est pas une punition qu'on inflige au Royaume-Uni, c'est simplement le règlement de ses engagements juridiques et financiers. Mais effectivement depuis plusieurs jours, les équipes du négociateur européen Michel Barnier et du négociateur britannique se voient sans arrêt. Il y a des bruits positifs, nous ne demandons qu'une chose : c'est que les premières priorités du retrait soient respectées : la facture comme vous l'appellez, la situation des citoyens européens au Royaume-Uni, nous savons qu'il y a plusieurs centaines de milliers de français qui résident au Royaume-Uni et dont les droits doivent être préservés...

Q - Mais vous êtes optimiste ou pas ?

R - Je n'ai pas l'habitude de chercher le sens du vent, je vois qu'on y travaille très activement. Je vois qu'il reste encore des détails à caler. Mme Theresa May voit demain Jean-Claude Juncker, on verra ce qu'elle propose à son niveau. Il faut évidemment être très attentif sur l'Irlande parce qu'entre l'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud, on sait qu'il y a une histoire mouvementée, tragique, on sait que les accords de paix entre ces deux parties...

Q - Et c'est une ligne rouge ?

R - C'est une ligne rouge qui a été fixée par les 27 États membres et par le Royaume-Uni, accepté par eux. Et il faut qu'on y voie clair sur quel avenir pour les relations entre l'Irlande du Nord et l'Irlande du Sud...

(...)

Q - Alors les élections européennes de 2019 se joueront cette fois sur des listes nationales, alors que depuis 2004 cela se passait dans 8 grandes régions. Est-ce que ce mode de scrutin-là, c'était une erreur ? Est-ce que cela n'a pas fait perdre finalement du poids politique à la France ?

R - On a essayé dans le mode de scrutin précédent de rapprocher les députés européens des citoyens. Cela n'a pas marché parce que ces 8 euro-circonscriptions sont immenses. Si je vous demande quel est votre député européen, vous David Revault d'Allonnes vous le savez peut-être parce que vous êtes passionné de politique, mais je crois que si on fait un sondage dans la rue, on aurait tous beaucoup de mal. Et finalement, on a beaucoup parlé d'enjeux nationaux à chaque élection européenne et pas vraiment d'enjeux européens. Il ne faut pas se

tromper d'élections et une liste nationale, c'est destiné à ce qu'on puisse parler de notre avenir en Europe.

(...)

Q - Nathalie Loiseau, à l'issue des élections en Corse va naître l'Assemblée de Corse.

R - Oui.

Q - Pourrait-on imaginer que l'Assemblée de Corse aille directement négocier avec l'Union européenne sans passer par l'État ?

R - Ce n'est pas comme cela que marche l'Europe, en revanche...

Q - La Bavière négocie directement, elle a même une représentation au sein même de Bruxelles.

R - Non mais il y a une maison de Bretagne à Bruxelles,... Qu'il y ait des représentations cela ne veut pas dire que vous négociez en lieu et place de l'État. En revanche depuis très longtemps, les régions sont destinataires d'une partie des fonds européens : les fonds structurels qui permettent des investissements, qui permettent d'aider à lutter contre le chômage des jeunes... On n'en parle jamais mais par exemple cela permet de financer un repas sur quatre des Restos du Cœur. C'est cela l'Europe, l'Europe de proximité, mais on ne négocie pas à la place de l'État.

Q - Donc les futurs élus de l'Assemblée de Corse ne pourront pas négocier directement avec Bruxelles !

R - Non.

Q - La France en tout cas - on parlait des langues régionales - est l'un des derniers pays à ne pas avoir ratifié la charte des langues régionales et minoritaires, Jacques Chirac avait même mis le holà en faisant reconnaître dans la Constitution que la seule langue de la République est la langue française.

R - Et vous l'avez dit vous-même, c'est la Constitution.

Q - Est-ce qu'Emmanuel Macron changera cela ?

R - Ce n'est pas dans son programme et cela ne fait pas partie des aspirations fortement

exprimées, ce n'est pas une priorité. Aujourd'hui, l'Europe...

Q - La charte des langues régionales et minoritaires ne sera pas signée sous le quinquennat d'Emmanuel Macron, cela ne sera pas ratifié ?

R - Cela n'est pas une priorité. Aujourd'hui, vous avez parlé du sujet sur la Corse et il y avait des réactions disant : il y a des enjeux qui aujourd'hui doivent nous éviter de nous diviser, doivent nous inciter à nous unir. Quand on est face au changement climatique, quand on est face à la régulation de la mondialisation, quand on est face à la lutte contre le terrorisme, on se concentre sur ce qui est important pour nos concitoyens, on ne se disperse pas.

Q - Les langues régionales, c'est de la dispersion pour vous ?

R - C'est important qu'elles puissent s'exprimer... en France il y a un certain nombre d'occasions de le faire, d'écoles, mais de là à se dire que c'est le combat qu'on va porter au niveau de l'Europe, la réponse est non.

Q - Le 21 décembre, il y a des nouvelles élections en Catalogne, si les partis indépendantistes sont majoritaires, il n'y aura du coup plus le choix, il faudra accepter que la Catalogne devienne indépendante !

R - C'est un peu plus compliqué que cela et ce sera à Madrid d'en décider. Ce qui s'est passé, c'était une consultation organisée unilatéralement par le président de Catalogne qui ne respectait pas la Constitution espagnole. Elle s'est déroulée dans des conditions d'opacité totale...

Q - Tandis que là, c'est un scrutin officiel.

R - Là, ce sont des élections régionales pour élire un Parlement en Catalogne. On verra ce que les élus - quelle que soit leur étiquette - prônent, décident et demandent à Madrid. Nous, nous n'avons qu'un interlocuteur, c'est Madrid.

Q - L'instantané pour terminer, la photo que vous nous avez envoyée, vous nous dites ce que c'est en quelques secondes, voilà ! Elle arrive.

R - Cette semaine, j'ai eu beaucoup d'émotion à remettre aux petites filles de Simone Veil un prix rendant hommage à leur grand-mère, pour moi c'était très important. Simone Veil c'est une grande Européenne, donc c'est un modèle, mais c'est surtout une grande féministe et comme je suis très attachée à la cause des femmes, il m'arrive de manière très immodeste de me demander ce que ferait Simone Veil quand je me réveille le matin./.

Q - Merci Nathalie Loiseau d'être venue dans Dimanche en politique./.

